

**PREFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

PREFECTURE  
DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

2 OCT. 2015

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Mme LOPEZ

☐ 04.84.35.42.64.

N° 2015-328 MED

**ARRETE portant mise en demeure  
à l'encontre de la Société ACIER PROVENCE RECYCLAGE  
à Fos-sur-Mer**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR,  
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,**

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°95-228/176-1194A du 28 septembre 1995 délivré à la société COMETHERM (devenue Acier Provence Recyclage) pour l'exploitation d'une installation de traitement de ferrailles en provenance d'incinérateurs d'ordures ménagères sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriers en date du 12 mai 2015 et du 1<sup>er</sup> septembre 2015 ;

**Considérant** l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral susvisé qui dispose : "Les stockages de produits poussiéreux feront l'objet de pulvérisations d'eau afin d'éviter les envols particuliers notamment lors des périodes sèches et/ou de vent." et " Tous les rejets poussiéreux canalisés seront équipés d'un dispositif de dépoussiérage efficace et maintenu en toute circonstance en parfait état de fonctionnement" ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 25 mars 2015 les inspecteurs de l'environnement (spécialité installations classées) ont constaté les faits suivants :

- L'installation est à l'origine d'émissions de poussières diffuses importantes ;
- Les dispositifs d'aspersion et le dépoussiéreur ne sont pas en service ;

**Considérant** les engagements de la Société Provence Acier Recyclage à mettre en œuvre des mesures compensatoires dans l'attente de la remise en conformité (renforcement de l'aspersion des matières à traiter et arrêt des opérations par grand vent) ;

.../...

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral n°95-228/176-1194A du 28 septembre 1995 susvisé ;

**Considérant** que face à ces manquements l'exploitant a formulé des observations par courriers en date du 12 mai 2015 et du 1<sup>er</sup> septembre 2015 ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Acier Provence Recyclage de respecter les prescriptions dispositions de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral n°95-228/176-1194A du 28 septembre 1995, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

La société Acier Provence Recyclage, dont le siège social est sis Chez Martin Recycling – 5 rue Pleyel – 93200 Saint Denis, exploitant une installation de traitement de broyage de ferrailles sur la commune de Fos-sur-Mer est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral n°95-228/176-1194A du 28 septembre 1995 en :

- en fournissant à l'Inspection des Installations Classées le bon de commande des travaux nécessaires à l'atteinte du respect de l'article susvisé avant le 1<sup>er</sup> mars 2016 ;
- remettant en service les installations de dépoussiérage et d'aspersion avant le 30 juin 2016.

### **ARTICLE 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

### **ARTICLE 4**

Le présent arrêté sera notifié à la société Acier Provence Recyclage et publié au recueil des actes administratifs du département.

**ARTICLE 5 :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

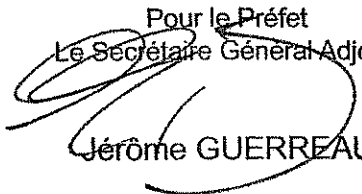
**ARTICLE 6 :**

- le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- le Sous Préfet d'Istres,
- le Maire de Fos-sur-Mer,
- la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille le

12 OCT. 2015

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général Adjoint  
  
Jérôme GUERREAU

